Déclaration FSU 77 au CDEN 77 du 9 octobre 2026

Pour commencer ce CDEN, dans le respect de sa thématique et des questions locales qu'il pourra solutionner rapidement, nous voulons rappeler que nous débutons cette nouvelle année scolaire après l'été le plus chaud jamais enregistré à ce jour. Un été où les périodes de canicule se sont enchaînées, dévastant des forêts, asséchant des cours d'eau, et provoquant des orages violents. Un été responsable de plus de 8000 décès comptabilisés jusqu'à présent selon Santé Publique France.

Alors que ces vagues de chaleur historiques ne sont pas encore derrière nous, le gouvernement, sans doute pour nous rafraîchir un peu, revient déjà discrètement sur ses engagements. Le plan d'urgence estimé à 50 millions d'euros pour adapter des milliers d'écoles au réchauffement climatique, annoncé par le ministre de l'Economie fin juin, est déjà réduit de 40 millions d'euros.

En cette rentrée, les chefs d'établissements, les directrices et directeurs d'écoles, ont reçu un courriel afin de recenser l'exposition à la chaleur du bâti scolaire. Les secrétaires généraux et générales ont été invité.es à lister les travaux peu coûteux pouvant être réalisés rapidement. Nous nous interrogeons sur la portée de ces enquêtes si le financement est déjà réduit.

L'adaptation thermique de nos écoles et collèges est une nécessité urgente dans l'ancien comme dans les bâtiments récents. Sans elle, au-delà de l'impact sur la santé des élèves et des personnels, nous allons continuer à perdre de nombreuses heures d'apprentissage chaque année, ce qui va contribuer à accentuer les inégalités scolaires.

La FSU exige que des mesures nationales, académiques et départementales d'adaptation face aux fortes chaleurs (horaires, organisation, locaux) deviennent la règle, et non plus l'exception, afin de préserver les conditions de travail et garantir la santé des personnels et des élèves.

Nous souhaitons alerter également sur la **dégradation préoccupante des conditions de fonctionnement matériel dans nos collèges**, qui impacte directement le quotidien des élèves et des équipes. En effet, nous constatons une rupture dans la communication et la coordination entre les services du Département et les établissements scolaires, notamment en matière de travaux et d'investissements. Trop souvent, des entreprises interviennent dans les collèges sans que des informations préalables n'aient été transmises à la direction ou aux équipes. Les demandes initiales formulées par les établissements ne sont que rarement respectées ou discutées. Le Département semble planifier et exécuter des chantiers sans que les personnels qui connaissent pourtant les besoins réels des structures ne soient consultés et, dans de nombreux cas, il n’y a pas de contrôle de réception des travaux.

Cette méthode s'observe également lors des campagnes d'achats, à l'instar du renouvellement du mobilier. Là encore, les équipes pédagogiques et techniques sont tenues à l'écart des choix, sans consultation ni information préalable, or les choix d’équipement sont rarement adaptés et parfois bien plus coûteux que ce qui aurait pu répondre aux besoins locaux.

Le résultat d’une gestion qui semble souvent hors-sol est édifiant : non seulement le matériel ne correspond pas aux usages, mais les installations restent incomplètes, tout en étant très coûteuses. À titre d'exemple, de nombreuses tables équipées de blocs multiprises sont livrées, mais un an après, ces prises ne sont toujours pas connectées au réseau électrique, rendant ces investissements totalement inutiles. Idem avec la réfection et la mise aux normes des toilettes, qui un mois après la rentrée ne sont toujours pas terminées par endroits avec des retours de matériels non adaptés aux locaux.

Ces dysfonctionnements répétés génèrent de la fatigue, un sentiment de mépris du travail des équipes locales, nuisent à la qualité du service public d'éducation et questionnent sur l'usage des deniers publics.
La FSU demande au Conseil départemental un changement de cap, fondé sur la co-construction, le respect des besoins exprimés par les acteurs de terrain et une transparence plus importante dans la coordination des chantiers.
Enfin, il est incompréhensible que le département ne réponde pas aux demandes formulées par le service SST du rectorat d'une communication de la liste des travaux et des DTA de chaque collège.

Concernant la gestion des agent.es, il a été annoncé au collège de Tournan-en-brie que le remplacement des absences n'est possible que lorsque 5 agent.es sont en arrêt. Les personnels présents se retrouvent donc avec un secteur plus grand que prévu à nettoyer et doivent bâcler leur travail pour finir à l'heure et souvent épuisé.es.
La FSU demande un recrutement et une meilleure gestion de ces personnels.

L'externalisation du ménage ne nous semble pas une solution efficace : l'externalisation des services d'entretien pose de nombreux problèmes en terme d'efficacité, de conditions de travail et des relations entre les équipes : un service public est une construction collective qui ne peut fonctionner sans une cohésion des différentes équipes qui interviennent dans sa production. Cette cohésion n'est possible que par une corrélation des statuts (emplois publics), une cohérence des horaires de travail et donc un travail d'équipe au service du public. **La FSU demande donc l'arrêt de l'externalisation des services d'entretien par un retour à la fonction publique garantissant des missions de service public, un engagement des agents, et des conditions de travail protégées pour le service rendu à la collectivité.**

- **Piscine**

Le collège Les Creusottes à Villeneuve-sur-Bellot n'a pas accès à une piscine et ce depuis plusieurs années. Les élèves ne peuvent donc pas valider la compétence "savoir nager", pourtant grande priorité de la DSDEN, surtout depuis le grand nombre de noyades sur le 77. **Quelle solution le Conseil Départemental peut-il apporter à ce collège isolé rural ?**

- **Numérique :**

Dans le secteur de Tournan, la personne en charge de l'entretien du parc numérique était en arrêt l'année dernière et n'a pas été remplacée. Cette année, cette personne est en temps partiel et a toujours le même secteur. Le parc numérique est donc à l'abandon depuis des mois. Il n'est donc pas possible de travailler dans de bonnes conditions. **Quel plan va-t-il être adopté pour répondre à la demande ?**

- **Logements de fonction**

Des appartements sont vacants et non loués alors que parallèlement des collègues ont du mal à se loger. De plus, c'est un complément financier non négligeable pour les collèges. Cela fait longtemps que l**a FSU demande un état clair de la situation afin de proposer des solutions de logement à nos collègues.**

La déclaration ci-dessus vise à soulever une somme de questions propres à cette instance, cependant, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN 77, nous nous retrouvons aujourd'hui dans un contexte inouï que nous nous devons d'aborder ici. Les élèves auxquels nous enseignons chaque jour, les enfants que vous éduquez chaque jour, les individus mineurs que vous administrez chaque jour se sont mobilisés avec une vigueur inimaginable

pour nous signifier leur mécontentement, leur colère, leurs désirs. La force de leur mobilisation et la violence de la répression à laquelle ils se confrontent nous obligent à comprendre que nous sommes face à un problème de société qui doit être analysé et solutionné. Cette assemblée fait partie des lieux où des débats et des décisions peuvent être mis en œuvre.

Nous estimons alerter sur bon nombre des problèmes soulevés depuis de nombreuses années : qualité des locaux en certains endroits, désorganisation du rythme scolaire par les réformes ministérielles du lycée en particulier, création d'une opération de tri pour pallier le désinvestissement de l'Etat dans le supérieur avec Parcoursup, non prise en compte des nouvelles logiques environnementales et gestion à long terme des questions de bâtis, recrutement des personnels insuffisant. Il est particulièrement douloureux de constater que des mineurs, des enfants, des élèves doivent nous rappeler à notre devoir d'adultes de répondre à leurs besoins et à leurs angoisses. En tant qu'organisation syndicale nous estimons avoir fait notre travail, en tant qu'enseignant.es nous sommes prêt.es à réfléchir aux nombreuses questions qu'ils soulèvent, en tant qu'adultes nous estimons qu'il est temps d'enjoindre l'ensemble de la société à se préoccuper de ces questions que nous portons depuis si longtemps, dans nos déclarations, nos grèves et nos manifestations, dans les règles établies par le droit mais aussi en nous confrontant trop souvent à une répression qui vise et parvient à museler ou désespérer bon nombre d'entre nous. Les lycéen.nes mobilisé.es refusent ce désespoir et ce musellement pour sauver ce qui est leur avenir plus que le nôtre. ***La FSU attend donc que des espaces de discussions et de décisions collectives permettent localement et nationalement de travailler à répondre à des questions soulevées avec véhémence et qui n'en sont pas moins lucides, voire vitales pour celleux qui se projettent vers l'avenir.***

En parallèle, pour rétablir un climat de confiance avec la partie la plus vive et la plus prometteuse de notre société : la jeunesse, ***la FSU demande***

que les responsables et coupables de violences à l'égard de manifestant.es soient démis de leurs fonctions publiques et que leurs actes soient condamnés par les dépositaires de la représentation nationale.

La FSU demande l'arrêt de la politique de répression des manifestations, devenue normale car banalisée, bien que contraire au droit. *La FSU demande donc l'interdiction de nombre de dispositifs utilisés depuis quelques années (nassage, usage d'armes dont les LBD et grenades de désencerclement), critiqués par le droit international et contraires au droit français, protecteur des libertés à s'exprimer et à manifester, ainsi que du respect de la personne et de la sûreté de chacun. Nous ne sommes pas en état de guerre, à moins qu'une guerre générationnelle et politique ait été déclarée sans nous prévenir. Nous estimons que notre parole est à nouveau ici porteuse des valeurs démocratiques et républicaines, dans le sens de ce qui est partagé, discuté et décidé collectivement, dans le respect de chacun, et des droits fondamentaux que nous sommes tou.tes censé.es représenter.*